

# République Française

-----  
Département de la Seine-Maritime  
-----

## MAIRIE D'ARQUES LA BATAILLE

-----

### ARRETE

Mme Maryline FOURNIER, Maire d'ARQUES-LA-BATAILLE,

**Vu** Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2213-4,  
**Vu** Le Code de la Route,  
**Vu** Les arrêtés du 24 Novembre 1967 et du 7 Juin 1977 modifiés, relatifs à la signalisation des routes et des autoroutes,  
**Vu** L'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992,  
**Vu** la demande présentée le 29 octobre 2024 par l'entreprise HTECH, sollicitant la mise en place de mesures de restriction de la circulation et du stationnement, pendant les travaux de poses de poteaux, chemin de Calmont à Arques-la-Bataille.

**CONSIDERANT** : Que pendant le déroulement de ces travaux, il y a lieu de réglementer le stationnement et la circulation afin d'assurer la sécurité des usagers.

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** - A compter du **15 novembre 2024**, pour une durée de la réglementation de **15 jours**, le **stationnement et la circulation des véhicules de toutes catégories sera interdit**, chemin de Calmont à Arques-la-Bataille.

**Article 2** - Une signalisation de chantier conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire sera mise en place par les soins et aux frais de l'entreprise chargée de l'exécution des travaux. Les prescriptions suivantes sont imposées :

1 : La largeur minimum de chaussée libre au droit du chantier et permettant le passage des véhicules ne devra pas être inférieure à 3 mètres.

2 : Alternats de circulation :

La circulation des véhicules de toutes catégories s'effectuera par demi-largeur de chaussée et par sens alternés, réglés soit au moyen de feux tricolores de chantier, soit par pilotage manuel au moyen de piquets K10.

La vitesse sera limitée à 30km/h.

**Article 2** - Si la configuration de cette rue ne permet pas la mise en place d'une circulation alternée, l'entreprise chargée des travaux devra mettre en place une déviation pour les usagers de la route.

**Article 2** - De plus, l'entreprise chargée des travaux devra assurer la circulation sur le trottoir et/ou la traversée de chaussée des piétons en toute sécurité ainsi que l'accès aux propriétés.

**Article 3** - Les infractions au présent arrêté seront constatées par procès-verbal par les autorités de Police.

**DESTINATAIRES** : Ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Commandant Divisionnaire Fonctionnel de Police de Dieppe
- Monsieur le Garde Champêtre d'Arques-la-Bataille
- Monsieur le Directeur Général des Services Municipaux d'Arques-la-Bataille, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Arques-la-Bataille, le 7 novembre 2024  
Le Maire, Maryline FOURNIER

- ✓ certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- ✓ informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

